



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Mobilisation générale le 2 mars

Au moins 5 bonnes raisons d'aller à Berne

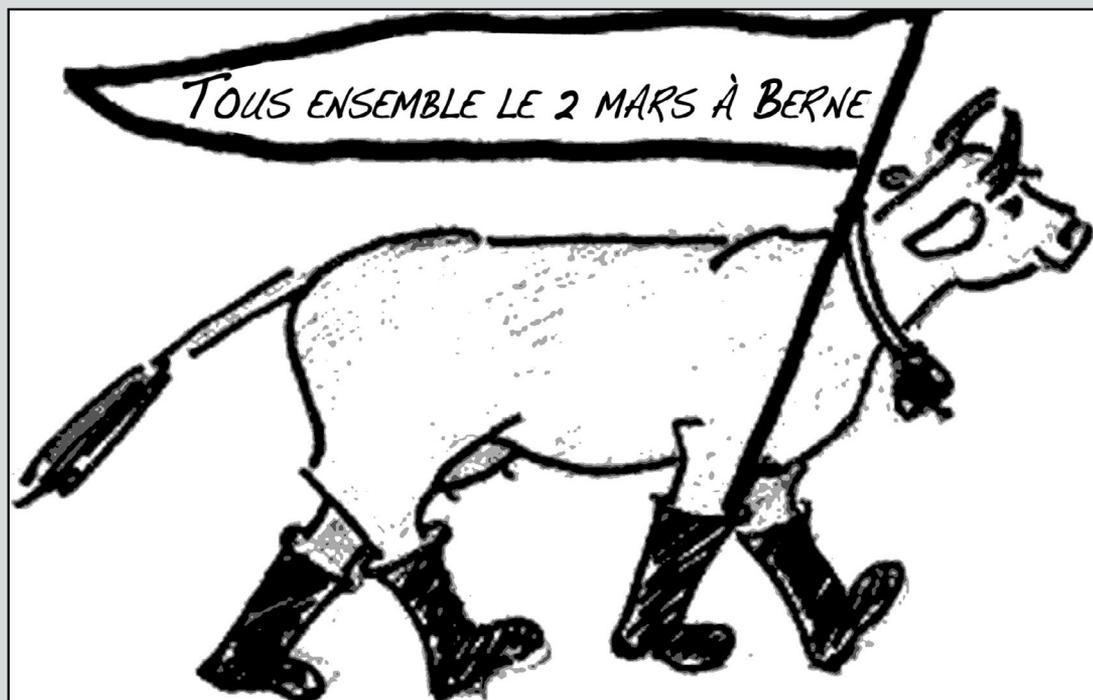


Illustration: Ulrike Minkner

1) Nous paysans et sympathisants, nous nous mobilisons car nous souhaitons reprendre la place qui est la notre dans la filière alimentaire et laitière en particulier. Nous et nos organisations doivent être au centre des discussions et des négociations afin que nous puissions à nouveau être actif sur le marché. Nous devons retrouver le poids qui doit être le notre dans toutes les négociations.

2) Nous, paysans et sympathisants, nous mobilisons pour donner un signal clair aux politiques qui auront à voter sur la PA14-17: nous voulons une politique agricole solidaire et juste, qui crée les conditions cadres permettant à des jeunes de s'installer dans des fermes qui répondent à leurs besoins, de créer des emplois agricoles de proximité et de rémunérer dignement l'ensemble de ses travailleurs.

3) Nous, paysans et sympathisants, nous mobilisons pour réclamer à Monsieur Schneider-Amman de rétablir la transparence dans la filière laitière et l'équilibre des forces nécessaire au bon fonctionnement du marché. Un marché qui répond aux besoins réels de la population.

4) Nous, paysans et sympathisants, nous mobilisons pour que les solutions existantes pour faire face à l'anarchie actuelle qui prévaut entre les organisations de producteurs et avec les entreprises soient entendues et examinées avec sérieux au plus haut niveau de l'Etat. Ces solutions sont une gestion flexible des quantités aux mains des producteurs et une politique basée sur la souveraineté alimentaire, selon le concept établi par La Via Campesina.

5) Nous, paysans et sympathisants, nous mobilisons car nous sommes indignés par l'insidieuse-car invisible à court terme- baisse de la qualité de notre système d'approvisionnement alimentaire et par la perte de notre contrôle sur ce système.



Mobilisation

2 mars à Berne

Pages 2 et 3



L'entretien

Paul Sautubin

Pages 4-5



Souveraineté alim.

critères communs

Page 6



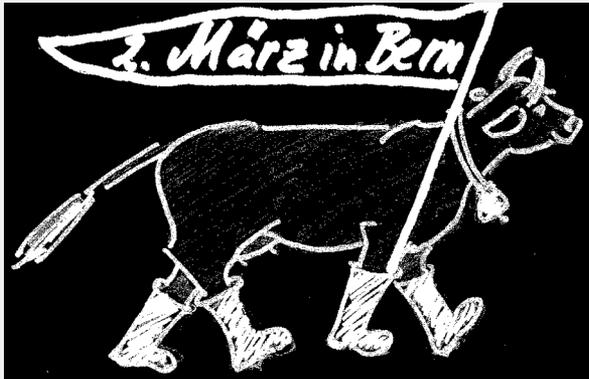
Réflexion

Les femmes cultivent

Page 7

LEITARTIKEL

5 Gründe um am 2. März gemeinsam nach Bern zu gehen



1) Wir Bäuerinnen, Bauern und Sympathisanten organisieren uns, weil wir den Platz, der uns im Nahrungsmittelbereich und im speziellen in der Milchproduktion zusteht, wieder einnehmen wollen. Wir und unsere Organisationen müssen im Zentrum der Diskussionen und der Verhandlungen stehen, damit wir den Markt wieder aktiv mitgestalten können. Wir müssen zu unserer Stärke zurückfinden, um so genügend Einfluss und Gewicht in allen Verhandlungen zu haben.

2) Wir Bauern und Bäuerinnen mobilisieren zu dieser Kundgebung, um den PolitikerInnen, welche über die AP 14-17 abstimmen werden, ein klares Zeichen zu senden; Wir wollen eine solidarische und gerechte Agrarpolitik, welche es den Jungen erlaubt, Höfe, die ihren Bedürfnissen entsprechen, zu übernehmen, welche Arbeitsplätze auf dem Land und in den Regionen schafft und welche es erlaubt, alle Arbeitskräfte würdig zu entlohnen.

3) Wir Bauern und Bäuerinnen gehen auf die Strasse, um von Herrn Schneider-Amman zu fordern, dass er im Milchmarkt die nötige Transparenz wieder herstellt und dass für einen gut funktionierenden Markt, die Kräfteverhältnisse wieder ausgeglichen werden. Für einen Markt, der den wirklichen Bedürfnissen der Bevölkerung entspricht.

4) Wir Bauern und Bäuerinnen stehen auf, damit die vorliegenden Lösungen auf höchster Bundesebene untersucht und ernsthaft beurteilt werden. Nur so kann das herrschende Chaos zwischen Produzentenorganisationen und der Industrie aufgehoben werden. Diese Lösung fordert eine flexible Mengensteuerung in Produzentenhand und eine auf der Ernährungssouveränität gründende Landwirtschaft, wie sie von La Via Campesina definiert wurden.

5) Wir BürgerInnen, KonsumentInnen, Bauern und Bäuerinnen sind empört über die schleichende Verminderung der Qualität unser Nahrungsmittel und dem Verlust der Bestimmungskraft über dieses System.

LETTRES DE LECTEURS

Président du Conseil d'administration de Migros et prestidi-agitateur colombophile!

Dans la tribune «promotionnelle» que lui a accordée LE MATIN du 24 janvier 2012, le Président de Migros, M. Claude Hauser, revendiquant le rang de plus grand distributeur de Suisse avec 25 milliards de chiffre d'affaires global, se permet, en spécialiste, de traiter les Suisses de pigeons consentants!

Mais il se garde bien de parler de l'arnaque dont les géants de l'importation-distribution et de l'agro-alimentaire sont les rares et exclusifs bénéficiaires de ce Cassis de pigeon. Concurrence

déloyale qu'ils ont exigée et obtenue avec la complicité de Doris Leuthard. Manœuvre de haut... vol qui leur permet de plumer de concert les quatre pourcents survivants de producteurs nourriciers de proximité et les consommateurs suisses qui ne voient finalement baisser que... la traçabilité et la qualité des produits!

Quant à la solution qu'il préconise, c'est «le libre-échange pour les produits agricoles avec l'U.E., avec des compensations adéquates aux paysans», pour éviter un soulèvement par trop nuisible

à l'image que MIGROS tient à cultiver.

En clair, le message qu'il veut faire passer est que c'est parce que MIGROS doit s'approvisionner sur le marché suisse en payant beaucoup plus cher pour la viande et le lait que les prix... s'envolent. Les responsables ainsi désignés sont donc les quatre pourcents de paysans suisses!

Ces derniers seraient-ils aussi responsables des plus hautes marges brutes européennes (30-35%) que MIGROS prélève en passant et qui, sous la

baguette magique de notre Président prestidi-agitateur, disparaissent pour ne représenter que 2.5 à 3% de marge nette, nous arrachant ainsi des torrents de larmes de crocs au deal?

Seraient-ils aussi responsables du prix plus élevé du... riz uruguayen Carolina au... pesticide enrichi (tébuconazole) vendu actuellement par MIGROS au prix de 4.95 CHF alors que le risotto bio d'Italie est bradé par la même MIGROS à 2.80 CHF?

Cherchez l'horreur! Et bon appétit!
Frank Paillard

L'IP lait passée au crible de la souveraineté alimentaire

Le néolibéralisme a comme principe de base de soumettre la production aux impératifs du marché en privatisant et en libéralisant les douanes afin d'augmenter les capitaux. Pour la paysannerie, cela signifie l'accentuation du processus de dépossession des terres d'une part, mais surtout du produit du travail en le rendant toujours plus dépendant des marchés en amont et en aval. C'est en réaction à ce constat alarmant que La Via Campesina a développé une réponse, celle de la souveraineté alimentaire.

Dans sa vision de la souveraineté alimentaire, l'USP omet volontairement deux principes fondateurs du concept de souveraineté alimentaire développé par La Via Campesina. Le premier est que la production alimentaire ne doit

pas être traitée comme une marchandise ordinaire; elle doit être produite en fonction des besoins (par exemple d'un pays) et non pour répondre à la logique du commerce qui lui n'a que le profit comme limite. Le second c'est que la souveraineté alimentaire est basée sur le principe de solidarité. La définition de l'USP va elle dans le sens de protéger «notre» production; c'est un protectionnisme classique, nationaliste. Quand l'USP se réjouit de l'exportation des surplus de beurre à bas prix parce que subventionnés, elle trahit très clairement la souveraineté alimentaire car elle remet en cause la solidarité paysanne internationale confrontée aux oligopoles industriels internationaux.

La crise qui secoue entre autres la branche laitière de notre agriculture est l'expression de l'application du principe du néolibéralisme économique à l'IP Lait. Les interprofessions agricoles se font vider de leur esprit coopératif d'origine par la gangrène du libéralisme.

Il y a un siècle déjà, la concurrence faisait rage entre producteurs; ils ont surmonté l'obstacle en se regroupant. Le défi d'aujourd'hui, chers collègues, n'est pas plus grand. C'est juste une question de volonté de reconstituer des organisations de défense professionnelle qui soient solidaires. Les paysans s'indignent de ce qui leur arrive. Les valeurs d'égalité, de solidarité et d'équité sont bafouées par les lois du marché et par les acteurs qui en profitent. L'indigna-

tion est le premier signe de la dignité individuelle; donnons-lui un avenir en construisant une dignité collective. Cela s'appelle la citoyenneté.

Pour conclure sur la question laitière, la cohérence avec la souveraineté alimentaire impose de se battre pour introduire des règles nouvelles, de réunir sous un même toit l'ensemble des producteurs et de leur donner une caution juridique en leur octroyant la force obligatoire pour gérer les quantités. C'est pour cela que nous devons aller à Berne le 2 mars prochain. Avec cette alternative, chaque producteur, petit ou grand, va y trouver son compte parce que c'est un moyen concret de faire remonter le prix du lait.

Paul Sautebin, paysan de montagne

DOSSIER LAITIER

Signez et faites signer la pétition!

Dans ce numéro du journal est encartée une pétition nationale intitulée «Du lait, mais pas plus qu'il n'en faut!». Il s'agit d'une pétition à l'intention du Conseiller fédéral Johann N. Schneider-Amman, demandant aux autorités qu'elles mettent tout en œuvre afin que l'interprofession du lait soit réformée et que des règles plus équitables y soient établies.

Du lait, mais pas plus qu'il n'en faut!

Cette pétition nationale demande notamment:

- Que les quantités globales de lait nécessaires pour répondre aux besoins de la population soient déterminées annuellement en bonne intelligence au sein de l'IP Lait et que le prix versé aux paysans permette de couvrir leurs coûts de production, déterminés par les références des Stations fédérales agricoles Agroscope.

- Que la gestion des dites quantités soit déléguée à la Fédération des producteurs suisses de lait par le biais de la force obligatoire octroyée par le Conseil fédéral.

- Que les délégués des producteurs soient choisis au sein de la Fédération des producteurs suisses de lait, sans être remis en cause par les autres acteurs et collègues de l'IP Lait.

Comme il s'agit d'une pétition (et non d'une initiative) tout le monde peut la signer, indépendamment de l'âge ou de la nationalité. L'objectif étant de récolter le plus de signatures possible et le plus rapidement possible dans le monde paysan mais également chez les consommateurs, dans votre famille ou encore dans la rue. L'objectif est bien entendu de faire pression pour que la problématique laitière se résolve enfin, mais également de rouvrir le débat des prix équitables et plus largement de la souveraineté alimentaire. C'est un excellent moyen de rentrer en discussion avec nos concitoyens.

A l'heure où Migros annonce des hausses de prix scandaleuses sur les produits laitiers et sucrés et accuse les paysans d'être responsables de la cherté des produits alimentaires vendus en grandes surfaces, il est important que nous nous mobilisions à nouveau le 2 mars à Berne ou en petits groupes,

partout ou cela est possible pour signer cette pétition.

Une pétition rassembleuse

Cette pétition est lancée par Uniterre et Big-M. Elle se veut rassembleuse: toutes les organisations -paysannes ou non-, sociétés, associations, partis, personnalités, etc. qui décideront officiellement de soutenir la pétition seront ajoutés au fur et à mesure sur les feuilles de pétition en ligne.

A vos stylos!

Faites passer le message, parlez-en partout et à chaque occasion! Des feuilles supplémentaires en deux langues sont disponibles en permanence sur le site internet d'Uniterre ou sur demande au secrétariat (par mail: info@uniterre.ch, par téléphone au 0216017467). Vous pouvez également photocopier l'encart de ce journal avant de le faire signer.

UNTERZEICHNET DIE PETITION!

Die Petition wird von Big-M und Uniterre gemeinsam lanciert. Sie kann von allen unterzeichnet werden, unabhängig von Alter und Nationalität. Ziel ist es, in möglichst kurzer Zeit, möglichst viele Unterschriften zu sammeln. Suchen wir das Gespräch und die Diskussion zum Thema Milch-Markt nicht nur in bäuerlichen Kreisen. Die Petition gibt uns die Gelegenheit in der Familie, im Bekanntenkreis, an Veranstaltungen und auf der Strasse über die Problematik zu diskutieren. Der Unterschriftenbogen kann kopiert werden, ist auf der Homepage von Uniterre parat zum Herunterladen oder kann auf dem Sekretariat (mail: info@uniterre.ch, tel.:021 6017467) bestellt werden. Machen wir uns an die Arbeit – jede Unterschrift zählt!

DROITS PAYSANS

Droits paysans: bientôt une déclaration onusienne?

La détermination de La Via Campesina paiera-t-elle? En février et mars se tiendront consécutivement la 8^{ème} session du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme et la 19^{ème} session dudit Conseil. A cette occasion, l'étude finale sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant en milieu rural devrait être adoptée. En annexe de cette étude figure une première ébauche de déclaration internationale.



Pour rappel, c'est dès le début des années 2000 que La Via Campesina a initié un processus interne pour faire reconnaître la nécessité de protéger les droits des paysannes et des paysans. En 2008 et 2009 cette démarche a été validée par l'ensemble du mouvement et ce dossier a été transmis dans les instances onusiennes des droits humains qui ont mis en chantier des études confirmant la nécessité d'une protection particulière pour le groupe de population que sont les paysans et autres personnes travaillant en milieu rural.

L'étude finale sera donc au menu des débats du Conseil des Droits de l'Homme à Genève. Si nous savons que si celle-ci obtient un soutien significatif de nombreux Etats, les pays européens sont plus frileux; plus particulièrement pour soutenir la démarche pour élaborer

un nouvel instrument juridique qui prendrait la forme d'une «déclaration sur les droits des paysan-ne-s et autres personnes travaillant en milieu rural». La Suisse est dans ce cas de figure. Il s'agit pour nous paysans européens de convaincre nos gouvernements de l'importance de cette échéance.

Utile à la paysannerie suisse

Pour preuve de l'intérêt que nous devons porter à ce dossier, il suffit de lire l'ébauche de déclaration et de constater à quel point elle pourrait nous être également utile à nous en Suisse, dans notre lutte syndicale. Dans son préambule elle reconnaît la lutte des mouvements paysans à travers les siècles et admet qu'ils sont particulièrement menacés par la spéculation foncière et alimentaire ou par la concentration du système alimentaire dans les mains de quelques multinationales. Par ailleurs elle confirme le rôle essentiel de l'agriculture paysanne familiale pour garantir un approvisionnement alimentaire durable et sûr.

Dans les articles qui suivent, elle réaffirme et précise une série de droits tels que le droit à des standards de vie dignes, à des salaires justes, à la santé, à l'accès à la terre, aux semences, aux crédits et aux connaissances agricoles. L'importance du rôle des paysans pour la préservation des valeurs paysannes ou la protection de la diversité biologique et de l'environnement est également reconnue. Suivent des articles capitaux dédiés au droit à l'information, à la liberté syndicale et d'association, à l'accès à la justice ou au droit à la détermination de prix et de marchés équitables. A ce propos des alinéas tels que «les paysans ont droit de vendre leur produits sur des marchés locaux», «à développer des projets de commercialisation directe garantissant la souveraineté alimentaire», «à déterminer les prix de manière individuelle ou collective», «à obtenir des prix équitables pour leurs produits» sont essentiels. En ce qui concerne les luttes syndicales des alinéas tels que «le droit de ne pas être criminalisés en raison de leurs revendications ou leurs luttes» ou «le droit à résister à

l'oppression en usant d'actions directes pacifiques» pourraient nous être utiles.

Pour illustration, dans le marché laitier suisse, les paysans ne peuvent déterminer les prix, d'autres reçoivent des menaces de leurs acheteurs principaux quand ils font de la vente directe de lait tout en ayant un contrat chez eux. Ou lorsque des paysans manifestent dans leurs propres locaux (la maison du Gruyère à Pringy), ils sont condamnés pour séquestration et contrainte.

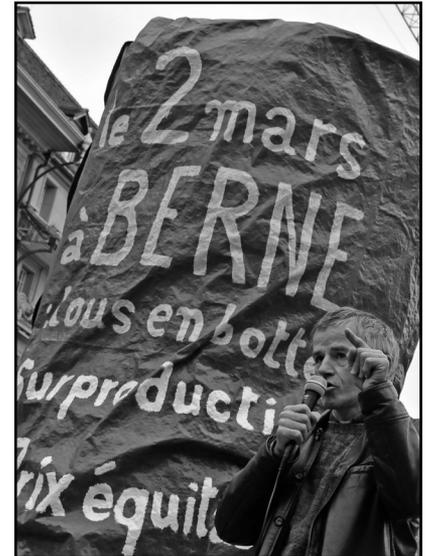
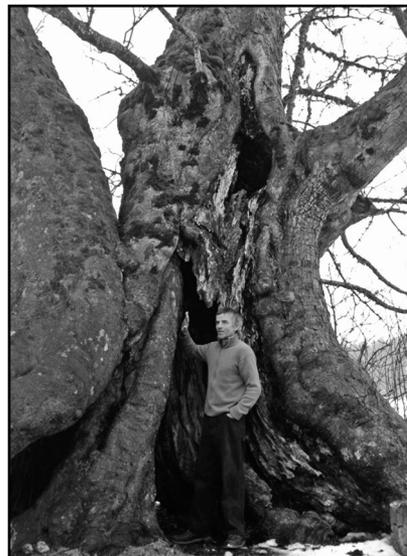
Les textes de lois sont parfois ardues et nous pouvons toujours nous questionner sur l'efficacité des instances onusiennes. Pourtant dans le cas présent, nous devons accorder notre soutien à cette démarche constructive et salutaire pour mettre fin à la discrimination des paysans; La Via Campesina suivra de près l'évolution du contenu de la déclaration et y apportera ses suggestions d'amélioration.

Valentina Hemmeler Maïga

VIE DU SYNDICAT: L'ENTRETIEN

La souveraineté alimentaire commence par soi-même

Paul Sautebin, paysan inspiré et coprésident de la section Jura-Jura bernois d'Uniterre nous a ouvert les portes de la ferme de La Ferrière, qu'ils ont magnifiquement restaurée avec sa compagne Isabelle Wyss. Elle se situe à quelques encablures de La Chaux-de-Fonds, à l'entrée des Franches montagnes, au pied d'un vénérable érable sycomore âgé de 750 ans. La sagesse de Paul Sautebin est inspirée de multiples expériences, toutes aussi engagées les unes que les autres. Rencontre.



Paul, parles-nous de ton parcours?

Je suis né en 1948 dans une famille d'horlogers-paysans à Mervelier dans le Jura et ai grandi dans une ferme de 3 ha, élevé par un père un peu déçu par mes turbulences et mon refus de rentrer dans le cadre scolaire.

Je me suis beaucoup enrichi de mon enfance, car la ferme a toujours été mon royaume, un royaume complet où se côtoie la nature, l'espace, l'intelligence humaine, le savoir-faire et le temps de la réflexion.

Mes parents m'ont poussé à faire une autre formation que celle de paysan et je suis devenu horloger-habilleur. J'ai travaillé dans de grandes bijouteries haut de gamme et ai aimé ce métier pendant de nombreuses années. Avec la crise horlogère, j'ai été amené à travailler avec un groupe d'ingénieurs sur des prototypes industriels. J'ai vécu la mise à l'écart du savoir-faire, la perte de contrôle du pouvoir des ouvriers sous l'assaut des nouvelles technologies.

Durant une période de chômage partiel, j'ai décidé d'écouter ma voix intérieure et retourner vers la nature. J'ai alors suivi une formation en environnement et ai développé un concept de ferme pédagogique, duquel est née l'association «La Ferme aux Enfants» à la Neuveville où j'ai travaillé pendant 15 ans. Nous étions le précurseur de l'Ecole à la Ferme et avons accueilli plus de 30 classes et camps scolaires par an. Le projet s'est arrêté car la commune a voulu vendre ses bâtiments, malgré la reconnaissance de notre programme par le département de l'instruction publique. C'est à ce moment qu'avec ma

compagne Isabelle, nous avons cherché une ferme à reprendre et avons trouvé par chance la ferme de La Ferrière, celle où nous nous sommes établis il y a 9 ans.

Tu es également un militant de la première heure?

Oui, j'ai participé à des mouvements de jeunesse chrétienne rurale depuis l'âge de 15 ans, ce qui a développé mon regard sur le monde, mon sens critique. Mes modèles étaient Martin Luther King et Gandhi. Je me suis engagé dans des mouvements antiracistes et dans une organisation sociale révolutionnaire.

Pour moi, être militant, c'est simplement être dans la citoyenneté. Le monde n'est pas fait d'individus juxtaposés les uns aux autres, il y a des liens multiples qui nous façonnent comme personne et comme société. Militer, c'est travailler avec et sur ces liens sur lesquels repose l'humanité. Avec le temps, mon regard sur la crise sociale et environnementale s'est élargi à d'autres perceptions, notamment celle de l'écoute de soi-même, du bien-être pour soi et en harmonie avec le fondement de la vie, c'est-à-dire la société et la nature. Quand on parle de remettre l'Homme au centre, cela veut dire que nous devons y aller avec ce que nous sommes! J'ai envie de dire aux paysans: vous êtes vous-même divin! C'est une recherche dans les méandres de notre temps où l'économie de capitalisation s'empare de tout pour la réduire en monnaie. Le capitalisme procède par dépossession! Qui pourrait contredire ce fait? Les paysans du Moyen-âge comme aujourd'hui sont dépossédés: les terres du colonialisme

et celles des multinationales. Mais plus insidieusement par l'emprise des technologies sur nos fermes, quand on croit gagner du temps avec une nouvelle technique, à coût sûr c'est un tuyau qui verse en continu le produit de notre travail vers une multinationale. L'industrie nous prend pour des nuls afin de nous extorquer le fruit de notre travail. De ce fait, elle ne nous laisse que du temps à disposition pour devoir travailler encore plus pour l'amortir!

La souveraineté alimentaire recadre le marché sur le modèle de la Nature.

Peux-tu nous décrire ton exploitation agricole?

Je n'aime pas trop ce terme d'exploitation, ni celui d'entrepreneur. Ces termes ne sont pas anodins, ils sont reliés à des concepts qui écrasent celui de la paysannerie. Celle-ci représente la richesse d'une relation tout autre avec le travail, la nature et les échanges commerciaux.

Ma compagne Isabelle et moi-même avons gentiment fait glisser notre travail à constituer une ferme tout en restant à l'écoute de ce que nous aimons en rapport avec nos moyens, qui sont en premier lieu notre petit savoir et nos bras. Nous avons pu avec nos économies acheter cette ferme sise à La Ferrière à 1050 m d'altitude. 15 hectares de prairies et pâturages, 2 ha de forêt forment notre espace de travail. Au total, nous avons l'équivalent de 10 UGB, réparties comme suit: quatre vaches Grises rhétiques et leurs descendants, six chèvres, cinq brebis Roux du Valais, deux juments poulinières Franches-Montagnes, 2-3 porcs, deux

ânes et plusieurs sortes de volatiles et lapins. Nous cultivons également du maraîchage et depuis cette année des céréales. L'éventail de notre production est en vente directe à la ferme: il y a de tout, en petites quantités, ce qu'apprécient nos acheteurs. Nous accueillons également à la ferme des familles dans deux appartements de vacances.

Comment mettez-vous en pratique le concept de souveraineté alimentaire dans votre ferme et dans votre vie quotidienne?

Nous produisons sous le label bio (même si nous ne partageons pas la vision du bio industrialisé de Bio-Suisse) en restant le plus proche de la vision originelle des fondateurs du bio: nous cherchons notre rythme plutôt que la productivité pour équilibrer les circuits à l'échelle de la ferme. Par exemple, nous avons une consommation minimale d'énergie fossile, moins de 400 litres de diesel par an. Nous trouvons du plaisir à travailler avec très peu de mécanisation. Cette dernière représente moins de 20'000 Frs de notre inventaire. Nous travaillons avec un cheval et revalorisons le travail à la main, sur lequel nous avons le contrôle. Le tracteur technologique dernier cri est une machine qui nous entraîne dans un cercle que nous ne maîtrisons pas pour écraser tout sur son passage: nos sols et leurs vers de terre, mais aussi notre liberté de choix à ne pas nous spécialiser, nous agrandir, avoir recours aux antibiotiques, nous endetter, et surtout la place de la femme dans l'exploitation. Car la motorisation toujours plus puissante

SUITE DE L'ENTRETIEN



et lourde fait de notre agriculture une histoire d'hommes et écarte la femme. Si celle-ci veut être reconnue, elle devrait soit devenir masculine soit avoir une place réductrice. Nous partageons toutes les tâches de l'exploitation et ne nous réduisons pas à la seule production d'une certaine quantité de lait provenant d'une quarantaine de vaches laitières. Le large éventail de notre production et la taille maîtrisable de la ferme nous apportent une aventure et du plaisir sur tous les fronts.

Nous échangeons avec le voisinage, collaborons avec des artisans de la région pour valoriser nos produits. Mais là aussi, nous faisons le plus possible par nous-même, nous pratiquons mille métiers avec gratitude. Garder le maximum de valorisation à la ferme, c'est aussi important financièrement. Chez nous, un porc nous laisse facilement l'000 Frs déduction faite de l'achat et du boucher. Les consommateurs qui viennent chez nous ont tissé un lien personnel avec nous et ce n'est pas seulement le produit qu'ils nous achètent, mais notre philosophie. De notre côté, nous produisons pour que ces consommateurs-là mangent, et non pas pour vendre. Cela rétablit un rapport de simplicité entre producteurs et consommateurs! De plus, nous gagnons notre vie et surtout, nous mangeons de succulents produits.

Je pense que notre philosophie est celle de choisir sa peine plutôt que de se la faire imposer!

La souveraineté alimentaire commence par soi-même: en prenant en compte dans son propre équilibre la part d'équilibre de l'humanité. Dans la recherche du bien-être, qui n'a rien à voir avec l'apparence ou l'enrichissement, on peut espérer trouver un peu de souveraineté dans ses choix de mise en place d'une ferme et du quotidien qu'elle induit.

Pour moi, la souveraineté est d'abord la dignité personnelle, celle d'un peuple et de la société. Et la souveraineté va de soi pour moi, parce que les modèles importés m'iraient aussi mal qu'un manteau de fourrure de chez Dior!

Qu'est ce qui t'a motivé à rejoindre Uniterre?

Je n'avais plus milité pendant vingt ans, mais j'ai continué à lire, à m'intéresser malgré cette distance que je souhaitais. Il y a cinq ou six ans, c'est l'ouverture d'Uniterre grâce à La Via Campesina qui m'a conquis. Les lunettes étaient suffisamment larges dans l'analyse des problématiques agricoles et alimentaires. Uniterre est une petite organisation, mais très écoutée et qui respecte l'identité de chacun.

Tu es en lien avec le mouvement des Indignés?

Oui, au niveau local avec le mouvement de la Chaux-de-Fonds, un groupe de 70 personnes représentatif de l'ensemble de la société, qui s'est constitué lors de la journée mondiale des Indignés en octobre passé. Je me sens indigné, mais aussi dans la responsabilité de travailler à l'éclosion d'une autre société.

J'avais en effet été interpellé par les révolutions des mouvements sociaux arabes puis par ce mouvement des Indignés, car il y a une remise en cause de la légitimité des gouvernements qui divisent nos sociétés. C'est fondamental. Le fait qu'une partie de la population puisse faire bouger un pays tout entier peut se reproduire partout!

À la Chaux-de-Fonds, nous travaillons sur un Manifeste apolitique pour les Indignés, un manifeste qui donnera des pistes pour redonner une dignité à notre société. L'indignation est importante car elle est le premier pas à la reprise citoyenne. Être citoyen signifie être lié aux autres, à la communauté, donc regarder le monde. Le prochain pas sera de définir quelle citoyenneté on veut.

Quel est le lien entre les Indignés et la paysannerie?

Ce que je ressens actuellement dans le monde paysan, quelque soit la tendance politique, c'est de l'indignation dans le sens que ce secteur économique est traité sans respect de ceux qui représentent la cheville ouvrière de la production, qui de surcroît sont riches de valeurs ancestrales. Des paysans sont indignés

de la légitimité du système actuel à les entraîner dans la concurrence, la course à la production, la négation des autres et de la nature. En s'indignant, ces paysans demandent de prendre une autre voie, celle de la souveraineté alimentaire.

Nous avons encore de la peine à croire que nous sommes en crise profonde, tant le monde bien pensant et grassement payé nous incite à continuer à faire comme avant en ignorant toutes les alertes de dérégulation. Pourtant tous les indices de saturation de l'exploitation de la nature sont clairs et rien ne change.

Quels sont les prochains défis d'Uniterre?

Par la souveraineté alimentaire, Uniterre s'est déjà mis à mon sens dans la bonne direction, car elle se pose comme réponse cohérente et unifiante des acteurs et facteurs de changements qui s'adressent à l'ensemble de la société en rapport avec la nature.

Pour mettre en oeuvre la souveraineté alimentaire, les défis des organisations agricoles sont énormes: il s'agira de recréer de nouvelles bases paysannes pour les producteurs, des structures qui soient solidaires. C'est un défi car nos organisations agricoles professionnelles ne font pas une analyse claire des modifications de l'économie agricole actuelle. Les paysans ont besoin de plus d'informations. Uniterre a un rôle essentiel dans l'information aux paysans.

Pour mener à bien ces défis, le syndicalisme paysan devra dépasser son rôle de défense professionnelle qui est du corporalisme professionnel pour donner du contenu social, pour s'engager plus largement dans la citoyenneté. Pour avancer, il faudra renforcer le réseau syndical et créer des alliances de paysans.

Propos recueillis par Anne Gueye

Photos: Kurt Graf.

Page de gauche, de g. à dr.: Paul Sautebin et Isabelle Wyss ont équipé leur ferme d'un système d'assainissement écologique de leurs eaux ménagères. L'érable sycomore qui jouxte l'habitation. Paul le 9 décembre dernier à Berne.

Page de droite: une partie du travail est effectué avec un cheval.

LA SECTION UNITERRE JURA-JURA BERNOIS

La section compte environ 400 membres avec une co-présidence emmenée par Paul Sautebin et Christian Nappez.

La section à sa vie interne avec des réunions régulières de son comité d'une dizaine de personnes. Elle a une bonne capacité de travail et de mobilisation de ses membres.

La section organise régulièrement des assemblées publiques regroupant le milieu paysan et les citoyens. Prochainement, plusieurs événements sont programmés :

Vendredi 17 février : débat public: «**Quel modèle d'approvisionnement alimentaire voulons-nous?**» autour de la projection de «**Food Inc.**» avec la présence de la journaliste de la TSR Isabelle Moncada. Lieu: Courroux à 20h, à l'hôtel-restaurant La Charrue

Lundi 20 février : comité de section

Lundi 27 février : débat public: «**Les résistances des agricultures paysannes face à la mondialisation**» avec Silvia Perez Vitoria, auteure de deux livres «**les paysans sont de retour**» et «**la riposte des paysans**». Lieu: Courroux, 20h, à l'hôtel-restaurant La Charrue

Vous souhaitez recevoir des informations complémentaires et des rappels d'événements d'Uniterre par e-mail ou SMS? Transmettez-nous vos coordonnées (adresse électronique et/ou numéro de portable)

021 601 74 67 ou info@uniterre.ch

Metabol
Bolus après-vêlage
Nettoyage et tonus

Taritral
TARIR avec la nature
sans antibiotique

Ovulitral
Le geste FERTILITÉ

LGC SA
1627 Vaulruz
www.altagenetics.ch 026 913 79 84

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Saisir les dimensions multiples de la souveraineté alimentaire

Comme nous l'évoquions en fin d'année 2011, de nombreuses organisations suisses se sont mises d'accord sur un certain nombre de critères sous-tendant la souveraineté alimentaire. Cette démarche unitaire est salutaire car elle tombe à point nommé alors qu'en Suisse ce terme est et sera toujours plus utilisé.

Si Uniterre parle depuis 1996, en écho à La Via Campesina, du concept de souveraineté alimentaire, celui-ci tient le haut de l'actualité suisse depuis 2 ou 3 ans. Et cela ne risque pas de s'atténuer sachant qu'une plateforme nationale et qu'un intergroupe parlementaire ont été créés par Uniterre, que le débat sur PA 2014-17 pointe à l'horizon et que votre syndicat projette une initiative populaire. Et c'est sans évoquer les multiples activités sur le plan cantonal et régional.

Cinq dimensions clés

Afin d'avoir bien en vue les dimensions multiples de la souveraineté alimentaire, les critères ont été groupés dans cinq sous-thèmes. Le premier, intitulé «**les être humains au cœur des systèmes alimentaires**», rappelle la nécessité d'approvisionner en quantité et en qualité la population en priorisant la production locale. Cette dernière doit être informée

en toute transparence sur les modes de production et de transformation et sur la formation des prix. Elle doit être impliquée pleinement dans les choix et orientations des politiques agricole et alimentaire. Les jeunes, les paysannes et les travailleurs-euses agricoles doivent être particulièrement pris en compte dans ces processus.

Le second bloc aborde «**les systèmes alimentaires locaux, sains et durables**». Il regroupe des aspects tels que la nécessité d'assurer une production, transformation, commercialisation et consommation durable sur les plans écologique, économique et social. Les notions de prix rémunérateurs, de salaires justes, de respect de l'environnement sont mises en avant. L'agriculture paysanne, ménageant le sol, proposant des solutions aux enjeux climatiques et énergétiques et trouvant des solutions locales pour affourager son bétail est encouragée.

Le troisième enjeu est celui de «**l'équité dans l'accès aux ressources**». Se retrouvent ainsi regroupés les questions de l'accès à la terre pour les jeunes, l'accès aux crédits, aux semences et à une recherche publique participative et indépendante.

Le quatrième volet porte sur la vision «**d'un marché intérieur responsable et transparent**». Il est question ici de la nécessité d'établir des conditions cadres permettant un commerce transparent et un rééquilibrage des forces en présence en modifiant par exemple la législation sur le fonctionnement des interprofessions. La mise en place de filières équitables est exigée comme le fait de disposer d'instruments de régulation permettant d'éviter les excédents structurels.

Enfin, et non des moindres, la dernière dimension rappelle la «**responsabilité internationale**» que nous portons. Il s'agit de renoncer aux subventions à l'exportation en ayant en contrepartie

le droit de se protéger d'importations à bas prix par une protection aux frontières. De manière plus générale, le droit commercial doit être subordonné aux droits humains, notamment le droit à l'alimentation; les accords commerciaux doivent, le cas échéant, pouvoir être dénoncés ou renégociés.

Trop souvent, un ou plusieurs aspects de la souveraineté alimentaire sont oubliés ou niés. Pourtant, sans parler de recette miracle prête à l'emploi, la souveraineté alimentaire ne serait être amputée d'un de ses piliers. Si elle s'assaisonne de manière différente suivant les régions du monde et les réalités socio-économiques, aucun des ingrédients ne peut être oublié, au risque que le plat devienne indigeste.

Valentina Hemmeler Maïga

www.uniterre.ch/Dossiers/souvAlim.html

Bill Gates à Davos pour promouvoir une agriculture high-tech

PAR CATHERINE MORAND*

L'édition 2012 du Forum économique mondial (WEF) a fait la part belle à sa «nouvelle vision de l'agriculture», qui ambitionne de fournir de nouvelles opportunités d'affaires dans ce secteur, sous couvert de nourrir la planète. Et Bill Gates sera à nouveau présent, comme chaque année, pour vanter les mérites d'une agriculture high-tech, lui qui investit des milliards dans l'agriculture, notamment en Afrique. Avant d'être largement traitée à Davos, l'initiative «New Vision for Agriculture» du WEF a enchaîné l'année dernière au Brésil, en Afrique du Sud, en Indonésie et en Inde «des dialogues public-privé» afin de «parvenir à une croissance agricole durable par le biais de solutions basées sur le marché».

Et qui est-ce qui pilote cette belle initiative et en «assure la direction stratégique et la sensibilisation», selon le document officiel? Je vous le donne en mille... Eh bien, la quintessence de l'agrobusiness mondialisé: Monsanto, Syngenta, Nestlé, Unilever, Wal-Mart, Archer Daniels Midland, BASF, Bayer, Cargill, Coca-Cola, Kraft Foods, et même Swiss Reinsurance Company,

personne ne manque à l'appel. C'est dire si nous pouvons dormir tranquilles: l'agriculture et l'alimentation mondiale sont entre de bonnes mains...

Ce qui frappe en parcourant cette liste, c'est l'absence totale de représentants d'organisations d'agriculteurs, d'organisations internationales, d'ONG, de gouvernements, rien, nada, juste du business, et du lourd, puisqu'on y trouve tous les grands fabricants de semences transgéniques, qui font le forcing pour imposer leurs produits partout dans le monde et gagner de nouvelles parts de marché.

Le modèle agricole proposé par l'initiative «Une nouvelle vision de l'agriculture» du WEF est clair comme de l'eau de roche: il s'agit d'ouvrir toutes grandes les portes des agricultures des pays dits du Sud et émergents aux multinationales agroalimentaires, avec, à la clé, des paysans chassés de leurs terres pour céder la place à des monocultures industrielles, aux agrocarburants, avec un maximum d'engrais et de pesticides chimiques, et, dans le pipeline également, même

si la discrétion est de rigueur, toute la gamme des plantes transgéniques que nous concoctent les laboratoires financés par la Fondation Bill Gates et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), présidée par Kofi Annan.

La récente émission d'«Envoyé Spécial» sur France 2 a justement diffusé un reportage sur les activités de la fondation Bill Gates dans le secteur de l'agriculture en Afrique, en mettant clairement l'accent sur son étroite collaboration avec des anciens cadres de Monsanto, qui font partie non seulement du conseil d'administration de AGRA, mais également de la Fondation Bill & Melinda Gates. L'interview d'un paysan africain demandant à Bill Gates de les laisser tranquilles illustre bien le sentiment généralement partagé, face à cette offensive qui fleure bon les agri-dollars.

C'est qu'à aucun moment les paysans africains ne sont consultés, ni par la fondation Bill & Melinda Gates ni par l'Alliance pour une révolution verte. En revanche, des chercheurs africains salariés à prix d'or sont mis en avant,

pour vanter les mérites de ce type d'agriculture. Kofi Annan, qui paie de sa personne aux côtés de Bill Gates, lors du WEF et ailleurs, a beaucoup déçu tous ceux qui, à l'instar de nombreux experts et scientifiques, estiment que ce type d'agriculture est non seulement dangereux pour l'avenir de la planète, mais également dépassé, et conduit à une impasse sur tous les plans.

L'agriculture et l'alimentation seront donc au cœur des discussions qui se tiendront à Davos du 25 au 29 janvier. Signe de l'importance que le WEF accorde aux opportunités d'affaires dans ce secteur? Il vient de nommer au poste de vice-présidente et membre du Conseil de gestion de la Fondation Josette Sheeran, directrice du Programme alimentaire mondial (PAM) depuis 2007, laquelle prendra ses nouvelles fonctions en avril 2012, à l'expiration de son mandat au PAM

* **Journaliste, SWISSAID (l'opinion exprimée ne reflète pas nécessairement celle de SWISSAID).**

¹ www3.weforum.org/docs/WEF_FB_NewVisionAgriculture_Overview_2011_FR.pdf

BÄUERINNEN-POLITIK

Wenn Frauen sich trauen (Teil 2 /2)

Ich stelle mir die Frage, ob nicht die schwierige Situation auf den Höfen und die sich verschärfende Krise in der Landwirtschaft insbesondere die Frauen verstummen lässt. Durch eine öffentlich geführte Debatte könnten wir dieses Schweigen durchbrechen und gemeinsam nach Lösungen suchen.



Am Beispiel BioSuisse: Einst Vereine für Menschen mit einer anderen Visionen – heute Männer-Seilschaften?

Es gibt sie, die Frauen die sich in der BioSuisse engagieren. Aber ihre Anzahl in der Basis ist verschwindend klein. Von allen Delegierten der Mitgliederorganisationen machen Frauen nicht einmal einen Fünftel aus, denn von 100 Delegierten sind gerade mal 18 Frauen. (Im zweiten Rang, bei den Ersatzdelegierten, sind es bezeichnenderweise mehr, nämlich 13 von 40, also ein Drittel) Bei den Fachkommissionen zeigt sich ein ähnliches Bild. Es gibt 13 Fachkommissionen, davon werden zwei von Präsidentinnen geführt: die Bildungskommission und die Fachkommission Zierpflanzen.

Dieser sehr niedrige Frauenanteil ist ein schlechtes Zeichen für die Bio-Bewegung. In der BioSuisse sollten Visionen demokratisch umgesetzt werden. Demokratie heisst für mich, dass Bäuerinnen in diesen Prozess aktiv mit einbezogen werden. Unsere Arbeit auf den Höfen (im Stall, im Garten, in der Verarbeitung, in der Direktvermarktung, in der Kinderbetreuung, im Haushalt), unsere Sichtweise, unser Überblick (z.B. über die Buchhaltung) ist wichtig und weicht entscheidend von dem ab, was die Bauernverbände, aber auch BioSuisse so gerne verbreiten. Viele Bäuerinnen haben längst genug vom Wachstumswahn, genug von «Qualitäts»-Produktion für den Export, genug von teuren Futtermittelrechnungen. Wir wollen weder mehr Land, noch grössere Schulden, noch mehr Arbeit, sondern wir wollen Nachbarinnen und Nachbarn, eine Schule im Dorf für die Kinder und Anerkennung für unseren täglichen Einsatz. Für einen Biolandbau, der gerecht, ökologisch und sozial gestaltet werden soll, brauchen wir dringend die Stimmen

der Bäuerinnen. Eine Basis ohne Frauen hat keinen fruchtbaren Boden.

Damit Frauen sich trauen

Mit einem Zitat von Claudia von Werlhof¹ möchte ich uns einen Anstoss geben, um diesen Ungerechtigkeiten weiterhin zornig auf den Grund zu gehen. Ihr 1991 erschienenes Buch «Was haben die Hühner mit dem Dollar zu tun?» ist es brandaktuell: «Zwei Drittel der Arbeit auf der Welt machen Frauen. Sie erhalten dafür 10 Prozent aller Einkommen und besitzen nur 1 Prozent aller Produktionsmittel. Umgekehrt: Nur ein Drittel der Arbeit auf der Welt wird von Männern gemacht. Sie erhalten dafür 90 Prozent aller Einkommen und besitzen 99 Prozent aller Produktionsmittel. Die Uno hat in dieser Statistik diejenige Arbeit mitgezählt, die ohne Entlohnung getan wird und hat sie auf die gleiche Ebene wie die Lohnarbeit gestellt.» Um gegen diese Ungerechtigkeit anzugehen, müssen meiner Meinung nach u.a. folgende Ziele eingefordert und umgesetzt werden:

- Hausarbeit auf den Höfen bekommt genauso viel Anerkennung wie die landwirtschaftliche Produktion und wird über die SAK-Berechnung² mit Direktzahlungen abgegolten, analog der Traktorstunden gemäss FAT³
- Mit dem Verkauf der landwirtschaftlichen Produkte wird ein ausreichendes Einkommen erwirtschaftet. D.h., die Produzentenpreise müssen höher sein als die Produktionskosten.
- Männer und Frauen tragen Hausarbeit und Kinderbetreuung gemeinsam⁴.
- Bäuerinnen werden in Gremien gewählt.
- In Gremien, Verbände etc. sind Frauen und Männer ausgeglichen stark vertreten.

Mit der Umsetzung dieser Forderungen

wären wir Frauen der kapitalistischen, macht- und männerdominierten Gesellschaft weniger ausgeliefert. Und wir könnten unseren Forderungen gemeinsam mit unseren engagierten Kollegen Nachdruck verleihen, direkt – und nicht über Delegierte, die uns nur mangelhaft vertreten.

Die angesprochenen Themen können wir nicht am Schreibtisch lösen, sicher aber, wenn wir uns diesen Herausforderungen gemeinsam stellen. In den Gremien von Uniterre wurde ich von allen herzlich aufgenommen und durch die grosse Unterstützung der aktiven Mitglieder habe ich viel an Hoffnung und Mut dazu gewonnen.

Ulrike Minkner

¹ Claudia von Werlhof, geb. 1943, ist eine der Mitbegründerinnen der Frauenforschung in Deutschland. Von 1989 bis 2011 war sie ordentliche Professorin am Institut für Politikwissenschaften der Universität Innsbruck auf dem so genannten Frauenforschungslehrstuhl.

² SAK: Standardisierte Berechnung der menschlichen Arbeitskraft zur Ermittlung der Höhe der Direktzahlungen.

³ FAT: Forschungsanstalt für Agrarwirtschaft und Landtechnik. Sie liefert die Berechnungsgrundlage der Entschädigung für erbrachte Leistungen.

⁴ Damit dies möglich wäre, müssten Männer Teilzeitstellen annehmen können. Zitat Bundesamt für Statistik: „Heute gehen mehr als die Hälfte der erwerbstätigen Frauen, aber nur rund einer von sieben Männern, einer Teilzeitarbeit nach. Die Teilzeitarbeit ist somit ein typisches Merkmal der weiblichen Erwerbsarbeit. Einerseits bedeutet Teilzeitbeschäftigung häufig ungesicherte Arbeitsverhältnisse, schlechtere soziale Absicherungen (z.B. bei der Pensionskasse) sowie geringere Weiterbildungsmöglichkeiten und Karrierechancen. Andererseits bietet sie die Möglichkeit, neben der Erwerbsarbeit noch andere Arbeiten zu übernehmen wie Kinderbetreuung, informelle Hilfeleistungen und Hausarbeit.“ <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/20/05/blank/key/erwerbstaetigkeit/teilzeitarbeit.html>

www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/20/05/blank/key/erwerbstaetigkeit/teilzeitarbeit.html

Fotos: links und mittel: Bäuerinnen (Kurt Graf), rechts: Via Campesina Frauensitzung in Maputo (Irène Anex)

Traduction française sur www.uniterre.ch/Journal/Traduction.html

Spiel deine Rolle/Spieler_innen gesucht

Bäuerinnen und Bauern spielen weder auf den grossen Bühnen von Politik noch Wirtschaft entscheidende Rollen.

Ohne ihren Beitrag aber geht bald gar nichts mehr. Um der Bedeutung der Urproduktion ihren Stellenwert zu sichern, ist es wichtig, dass wir uns einbringen. Lustvoll – nicht jammernd, vielfältig, voller Farben und Leben. Überlassen wir unsere Bilder und Geschichten nicht weiter den Werbe- und Marketingstrategen. Spielen wir unsere Rolle selber, frisch, frech und herausfordernd.

Wir üben einige Grundfertigkeiten des Theaterspiels und schärfen unsere Wahrnehmung. An konkreten Texten, Szenen und Themen probieren wir aus und packen uns einen Rucksack voller Material, das wir auf Strassen, Plätzen und an Versammlungen gezielt einsetzen können, um unsere Haltungen und Standpunkte aufzuzeigen und Diskussionen anzuregen.

Gesucht sind Bäuerinnen und Bauern, aber auch Konsumentinnen und Konsumenten, die aktiv und lebensgestaltend eingreifen und nicht länger die schweigende Mehrheit spielen wollen.

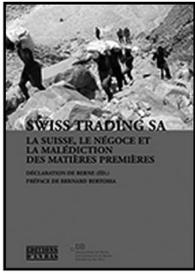
Kursbeginn: 12. Februar 2012, Zürich (Probenraum wird noch abgeklärt)

Einstieg jederzeit möglich. 4 Mal jährlich einen ganztägigen Block, sowie nach Bedarf Proben für Auftritte.

Kursleitung: Christin Glauser
Anmeldung bei Ulrike Minkner: 032 941 29 34 / ferme.lasouriche@sunrise.ch

A LIRE

Deux livres engagés



Swiss Trading SA. La Suisse, le négoce et la malédiction des matières premières.

En quelques années, la Suisse est devenue l'une des principales plaques tournantes du négoce des matières premières dans le monde. Sur trois litres de pétrole vendus sur le marché libre, au moins un l'est depuis la Suisse. Et la proportion se situe autour de un grain de café sur deux, ou encore un kilo de céréales sur trois. Pourtant, ce secteur de l'économie suisse en pleine expansion reste méconnu en dehors des sphères d'initiés. Dans son nouvel ouvrage de référence Swiss Trading SA, la Déclaration de Berne lève le voile sur ces sociétés aux chiffres d'affaires exorbitants qui ont élu domicile en Suisse, en toute discrétion, faisant de ce pays une véritable plaque tournante du commerce des matières premières.

Ces entreprises de trading peu scrupuleuses profitent des zones grises du système helvétique pour engranger des profits colossaux sur le dos des pays riches en ressources naturelles, lesquels demeurent prisonniers d'une pauvreté aussi extrême que paradoxale. Affaires troubles, commerce avec des régimes douteux, pratiques fiscales problématiques, répartition inégale de la rente des matières premières, spéculation financière, autant d'agissements néfastes sur lesquels les acteurs de ce business opaque ont fondé leur prospérité.

Avec Swiss Trading SA, la DB dénonce les travers du commerce des matières premières et esquisse les contours des principales alternatives proposées à l'échelle mondiale pour davantage de régulation et d'équité. Elle souligne les principaux changements politiques devant être instaurés afin d'éviter que la Suisse ne devienne, une fois de plus, le paradis des prédateurs économiques.

Swiss Trading SA. La Suisse, le négoce et la malédiction des matières premières. Déclaration de Berne (Éd.), Editions d'en bas, 368 pages, Lausanne, septembre 2011



Destruction massive - Géopolitique de la faim, de Jean Ziegler.

Ancien rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation (2001-2008) et actuel vice-président du comité consultatif du Conseil des Droits de l'Homme des Nations unies, Jean Ziegler publie un nouvel essai de qualité.

«Le massacre annuel de dizaines de millions d'être humains par la faim est le scandale de notre siècle. Toutes les cinq secondes, un enfant âgé de moins de dix ans meurt de faim, 37'000 personnes meurent de faim tous les jours et 1 milliard – sur les 7 milliards que nous sommes – sont mutilés par la sous-alimentation permanente. Et cela sur une planète qui déborde de richesses!» dénonce Jean Ziegler. Et pourtant l'agriculture d'aujourd'hui serait en mesure de nourrir 12 milliards d'êtres humains.

Le livre commence par un état des lieux documenté. Suit une analyse des raisons de l'échec des moyens mis en œuvre depuis la Deuxième Guerre mondiale pour éradiquer la faim. Jean Ziegler identifie ensuite les ennemis du droit à l'alimentation. A ce sujet il estime que les spéculateurs mériteraient d'être traduits devant les tribunaux. Il approfondit deux des grands mécanismes à travers lesquels, selon lui, progresse la faim: la production d'agrocarburants et la spéculation sur les biens agricoles.

Jean Ziegler a ensuite la volonté de clore son livre par l'espoir. Il considère que le réveil paysan est là, surtout dans les pays du sud et qu'une alliance entre ces mouvements et la société civile occidentale serait une des solutions pour résoudre nombre de problèmes.

Destruction massive-Géopolitique de la faim. Jean Ziegler ed. Le Seuil, octobre 2011.

Agenda

La vie des sections...

Vaud

Jeudi 16 février à Lausanne, 18h30: Conférence: La souveraineté alimentaire ici et maintenant; «Comment agir en Suisse pour la souveraineté alimentaire?», Par des membres de l'organisation Uniterre et de la Plateforme suisse pour la souveraineté alimentaire. «Les Partenariats Locaux Solidaires entre Producteurs et Consommateurs», par des membres du réseau international Urgenci. Suivi d'un apéro avec produits du terroir.

Lieu: Av. Dickens 6.

Jura

Vendredi 17 février à Courroux à 20h: Soirée de mobilisation au Jura: «Quel modèle d'approvisionnement alimentaire voulons-nous?» autour du Film «Food inc.» en présence d'Isabelle Moncada, journaliste à la TSR.

Lieu: restaurant la Charrue

Lundi 27 février à Courroux, 20h: débat public «Les résistances des agricultures paysannes face à la mondialisation», avec Silvia Perez Vitoria, socioéconomiste, auteur («les paysans sont de retour» et «la riposte des paysans») et documentariste.

Lieu: hôtel-restaurant La Charrue

Fribourg

Vendredi 17 février: à Echarlens, (FR), 20h15: Projection publique, suivie d'un débat. Extraits du film «Le Monde selon Monsanto» de Marie- Monique Robin. Débat: Comment garantir la liberté de choix des paysans et des consommateurs? Sous la présidence d'Olivier Gapany, PLR
Intervenants: Valentina Hemmeler Maïga et Paul Ecoffey, Uniterre.
Lieu: restaurant de la Croix Verte

Mercredi 22 février, Romont, 20h: Soirée: L'agriculture de proximité: présentation de Glâne ouverte et Uniterre, présentation du film «Au Cœur de la Proximité» de Nicole Petitpierre et débat sur l'agriculture de proximité avec Nicolas Bezençon

Lieu: Cycle d'orientation de la Glâne, salle Jean-Pierre Levrat. organisation Uniterre Fribourg et Glâne Ouverte.

Vendredi 24 février à Siviriez, 20h: soirée-débat sur la souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation, organisée par l'ACAR (action chrét. agric. romande).

Lieu: Salle de la Cure. tél 026/411.21.07

Nord West Schweiz

Dienstag 28. Februar in Laufen, 20h: Vortrag mit Silvia Perez-Vitoria (Soziologin und Oekonomin), Schriftstellerin «Bauern für die Zukunft» und Dokumentarfilmerin: «Widerstand der bäuerlichen Organisationen in einer globalisierten Welt?» In der Galerie vom Kulturforum „alts Schlachthaus“ (5min.vom Bahnhof). Apéro mit Regionalen Produkten. Kollekte zur Unkostenbeteiligung.

Calendrier national...

2 mars, Berne, 11h-14h: manifestation à proximité de la place fédérale.

25 février: commission lait, lieu à déterminer

30 mars: comité d'Uniterre, Fribourg

D'autres évènements sont à confirmer les 29 février et 1er mars, veuillez consulter le site internet sous

www.uniterre.ch/Agenda